

## La faim, seule certitude dans le chaos afghan

PAR JEAN-PIERRE PERRIN  
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 16 JANVIER 2022



Herat, 11 janvier 2022. Des enfants se nourrissent de farine. © Bilal Guler / Anadolu Agency via AFP

Au sixième mois de leur prise du pouvoir, les talibans hésitent entre davantage de répression et une très relative modération. Sur la scène internationale, ils n'ont marqué aucun point. À l'intérieur, la famine menace toutes les provinces.

À Bamiyan, la capitale du Hazaradjat, la grande province du centre de l'Afghanistan, célèbre pour ses deux Bouddhas géants détruits par les talibans en 2001, les archéologues afghans, au nombre d'une poignée, qui faisaient de leur mieux pour sauver ce qui demeure du patrimoine de cette région, ont fini par s'enfuir. Les talibans ont razié leurs bureaux quand, peu après la prise de Kaboul, le 15 août 2021, ils sont entrés dans la petite ville qui ne leur avait pourtant opposé aucune résistance.

«Jusqu'à récemment, les archéologues partaient se cacher dans la montagne toute la journée et ne rentraient chez eux qu'à la nuit, pour dormir. Mais, à présent, la plupart d'entre eux ont préféré quitter la ville», rapporte une ancienne consultante espagnole auprès du ministère afghan de la culture restée en communication avec eux.

Alors que le régime taliban commence son sixième mois au pouvoir, la peur, nourrie des persécutions et des massacres subis par les Hazara lors du premier régime des talibans (1996-2001), pèse à nouveau d'un poids très lourd sur cette province. Les Hazara, qui représentent entre 15% et 20% de la population, sont de confession chiite et considérés par les talibans comme des hérétiques acquis à Téhéran.

Déjà, selon un rapport de l'ONG Human Rights Watch, des milliers de membres de cette communauté ont été chassés de leurs terres dans les provinces du Helmand, de Balkh, de Dalkundi, de Kandahar et de l'Orozgan, les talibans ayant décidé de les exproprier pour distribuer leurs champs à leurs partisans.



Mardi 11 janvier comme les autres jours, selon le récit de leur père, ces enfants d'une famille de Herat se nourrissent de farine crue. © Bilal Guler / Anadolu Agency via AFP

Mais à cette peur s'ajoute celle encore plus terrible de la faim qui menace le Hazaradjat, l'une des provinces afghanes les plus pauvres, à la suite d'une vague terrible de sécheresse, la seconde en quatre ans. Habituellement, la neige de l'hiver est une bénédiction puisqu'elle permet les récoltes du printemps et alimente les cours d'eau. Cette année, elle est bien au rendez-vous mais dans l'état de désorganisation du pays, elle est ressentie comme une autre catastrophe.

Plus que la répression, la menace d'une terrible famine tourmente non seulement le Hazaradjat mais l'ensemble de l'Afghanistan. Elle est encore aggravée par l'effondrement économique complet que connaît le pays depuis la prise du pouvoir par les talibans, laquelle a engendré le gel par Washington de 9,5 milliards de dollars d'actifs détenus par la Banque centrale afghane.

« Le nombre de personnes qui souffrent de la faim en Afghanistan est sans précédent: 23 millions d'Afghans ne savent pas d'où viendra leur prochain repas, s'alarme la responsable du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) du secrétariat de l'ONU en Afghanistan, Isabelle Moussard Carlsen, sur le site **Défis humanitaires**. Cela représente plus de la moitié de la population. Un enfant sur deux souffre de malnutrition aiguë [...] Je n'ai jamais vu une telle crise dans ma vie d'humanitaire. »

«Avec des températures hivernales qui descendent en dessous de zéro, les Afghans doivent en outre dépenser une plus grande partie de leurs revenus, déjà en baisse, pour acheter du carburant et d'autres fournitures nécessaires pour l'hiver, à un moment où les réserves alimentaires sont au plus bas en raison du cycle des récoltes», ajoute-t-elle.

### L'appel à l'aide de l'ONU

Le 22 décembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité un projet de résolution, proposé par les États-Unis, facilitant l'acheminement des aides humanitaires à l'Afghanistan. Cette exception devrait en principe permettre à l'OCHA de bénéficier d'un budget de 5 milliards de dollars (4,4 milliards d'euros) pour 2022, soit un montant exceptionnel pour un seul pays, davantage encore que celui alloué à la Syrie et au Yémen. Mais cette somme sera-t-elle mobilisée à temps pour secourir une population déjà en grave danger, sachant que le secteur bancaire n'existe plus en Afghanistan?

À ce jour, ni l'appel à cette levée de fonds, ni l'appel au secours lancé par le sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires étrangères, Martin Griffiths, qui a évoqué «l'une des plus graves catastrophes humanitaires» de l'histoire de l'Afghanistan et demandé que ces fonds soient versés au plus vite, n'ont encore été suivis d'effets, les grandes puissances répugnant visiblement à porter secours à une population sous la coupe des talibans.

Sur le plan intérieur, le nouveau régime de Kaboul semble hésiter en permanence entre durcissement de la répression et un léger pragmatisme. «Il y a une sorte de normalisation pleine d'incertitudes. Qui a le pouvoir réel au sein des talibans? On a l'impression d'un pouvoir opaque oscillant entre pragmatisme et dogmatisme. Tout semble décidé derrière le rideau», souligne Étienne Gille, le président de l'ONG Amitié franco-afghane (Afrane), qui travaille depuis plus de 40 ans sur le terrain afghan.

Si la répression a d'abord visé les forces de sécurité du précédent gouvernement, avec un nombre inconnu d'exécutions sommaires – plus d'une centaine fin novembre dans les quatre provinces (sur 34) où Human

Rights Watch a enquêté – et d'emprisonnements, elle vise à présent l'éducation et la culture. Quelque 150 organes de presse ont déjà cessé de paraître. Des journalistes ont été arrêtés et battus.

«Tous mes collègues afghans du musée de Kaboul, du département des monuments historiques, mais plus encore les archéologues, ont vraiment des ennuis. Beaucoup de professeurs des universités de Kaboul et de Herat ont aussi reçu à maintes reprises des menaces de mort, par lettre ou via WhatsApp», indique l'ex-consultante espagnole. «Les employés du ministère de la culture de Herat [la grande ville de l'ouest, surnommée la «Florence de l'Afghanistan», en raison de ses bijoux architecturaux – ndlr] ont fui eux aussi.»

### Sikhs et hindous ont pris la fuite

D'où l'impression d'une volonté de table rase, signifiée notamment le 4 octobre 2021 par la décision du ministre de l'enseignement intérieur, Abdul Baqi Haqqani, d'invalider les diplômes de l'enseignement secondaire obtenus au cours des 20 dernières années et de n'embaucher que des professeurs qui inculqueront aux futurs élèves les valeurs islamiques. Les cultes autres que l'islam sunnite ont été aussi visés: le 5 octobre, le temple sikh de Kaboul a été vandalisé par des talibans lourdement armés, provoquant le départ du pays des derniers fidèles hindous et sikhs.

Face à l'oppression des talibans, peu de voix dissidentes osent désormais se faire entendre. Les manifestations de femmes perdurent tant bien que mal mais, si elles sont moins fortement réprimées qu'auparavant, elles rassemblent désormais peu de monde.

Néanmoins, quelques signes témoignent que le nouveau régime cherche à se faire accepter, comme le montrent plusieurs fatwas (décret religieux). L'une d'elle interdit aux miliciens de couper les cheveux masculins jugés non islamiques – une pratique qui fut en vigueur de 1996 à 2001. Un autre décret proscrit qu'ils puissent entrer comme bon leur semble dans les domiciles.

Un autre encore permet aux femmes de voyager jusqu'à 72km de leur domicile sans être accompagnées par un homme de leur famille proche, une mesure considérée comme un durcissement par la communauté internationale alors que les talibans la voient comme un assouplissement – jusqu'alors, elles ne pouvaient même pas aller jusqu'au marché seules. Enfin, les filles pourraient retourner à l'école en mars. *«La question est de savoir quel sera le contenu de l'enseignement et à quels débouchés les filles auront droit»*, s'inquiète Étienne Gille.

*« Chaque jour, les talibans donnent des signes de modération pour montrer leur bonne volonté à la population, reconnaît le chercheur Karim Pakzad, spécialiste de l'Afghanistan à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais cela ne marche pas car, à un moment ou un autre, ils prennent une décision qui mécontente les gens, comme, dernièrement, l'arrestation de l'universitaire Faizullah Jalal qui a recréé contre eux l'unité des Kaboulis. »*

Professeur de droit, l'enseignant, qui s'est construit une réputation de féroce critique des dirigeants afghans depuis les années 1980, et fut emprisonné aussi bien pendant l'occupation soviétique que durant le premier règne des talibans, avait osé qualifier de «terroriste» et de «veau» (une grave insulte en Afghanistan, utilisée pour désigner un imbécile) un porte-parole taliban, Mohammad Naïm, lors d'un débat télévisé sur la chaîne Tolo, l'un des derniers médias encore en activité.

*« Il règne une atmosphère de peur et de terreur, avait aussi déclaré Faizullah Jalal. Certains prétendent que nous avons la sécurité », faisant référence à la fin de la guerre civile, «mais que signifie cette sécurité? Là où aucune loi n'est appliquée, est-ce la sécurité? Là où il n'y a aucune liberté de parole, est-ce la sécurité?»*

### Esteshaadi, l'escadron kamikaze

D'où son arrestation quelques jours plus tard, le 8janvier, au prétexte d'avoir utilisé les réseaux sociaux pour inciter la population à se révolter. Ses proches craignaient d'autant plus pour sa vie que le principal porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, avait

fabriqué de très graves accusations contre lui, lui attribuant un faux compte Twitter créé par ses propres services. À la surprise générale, sans que l'on sache si c'est à cause des protestations que sa détention a provoquées, l'universitaire a été relâché mercredi 12janvier.

Mais si le nouveau régime montre à l'occasion quelques signes de modération, ceux-ci sont compensés par d'autres plus alarmants, comme l'importance donnée au sein de son armée à l'escadron Esteshaadi («en quête du Martyre»), une unité composée uniquement de combattants suicides, que l'on a pu voir parader à la télévision afghane, équipés de vestes explosives et conduisant des voitures préparées pour des attentats suicides. Trois mille d'entre eux, selon les chiffres officiels, seraient déployés depuis octobre sur la frontière du Tadjikistan, pays qui a adopté une ligne très hostile aux «étudiants en religion».

Ce culte rendu aux kamikazes fait désormais partie de l'idéologie officielle – ce qui n'était pas le cas de 1996 à 2001 – et semble refléter le poids pris au sein de la direction des talibans par les réseaux Haqqani, très liés à Al-Qaïda – c'est l'organisation de feu Oussama Ben Laden qui avait introduit la pratique des attentats suicides en Afghanistan.

Le 19 octobre, Sirajuddin Haqqani, le chef de ces réseaux, s'est adressé à des centaines de membres, uniquement masculins, de familles de suicidés qu'il avait réunies dans le grand hôtel Intercontinental de Kaboul pour leur donner des vêtements, de l'argent et des lopins de terre et glorifier ce type d'attentat.



Les membres des familles de combattants suicides réunis le 19 octobre 2021 par Sirajuddin Haqqani à l'hôtel Intercontinental de Kaboul. © Image extraite du compte Twitter @SaeedKhosty

Dans ce contexte, un événement politique, totalement inattendu, est passé à peu près inaperçu. Le 10janvier, le ministre des affaires étrangères des talibans, Amir Khan Muttaqi, s'est entretenu à Téhéran avec Ahmad

Massoud, le fils du légendaire «commandant», **qui dirige le Front national de résistance (FNR)**, et deux autres leaders de l'opposition, une visite orchestrée par les gardiens de la révolution iraniens, les pasdarans.

Au total, pas moins de trois rencontres ont eu lieu entre les deux parties ennemies. *«À l'évidence, les Iraniens ont essayé de débloquent la situation. Ahmad Massoud, qui est réfugié au Tadjikistan, ne pouvait se permettre de refuser pareille invitation de la part de Téhéran. Mais, à la proposition de Muttaqi de revenir à Kaboul avec la promesse qu'il y serait bien accueilli, il a posé trois conditions: que les talibans acceptent un gouvernement de transition et le principe que le futur gouvernement soit élu, ainsi que des garanties sur les droits de l'homme et la situation des femmes. Muttaqi est reparti de Téhéran furieux et, une fois à*

*Kaboul, il a cherché à minimiser la rencontre. Celle-ci a donc été un échec total, y compris pour la diplomatie iranienne»,* indique Karim Pakzad.

*« Depuis leur prise du pouvoir, ajoute ce chercheur, rien ne montre que les talibans ont progressé d'une quelconque façon, sur la scène afghane comme sur la scène internationale. Ils n'ont marqué aucun point, n'ont toujours pas d'alliés et pas obtenu la moindre reconnaissance, contrairement à la fois précédente où les Émirats arabes unis, le Pakistan et l'Arabie saoudite avaient reconnu leur régime. Même la Chine qui les a beaucoup soutenus semble avoir pris ses distances. D'où la crainte, après l'échec de leur politique de modération, qu'ils se durcissent et mènent une répression ouverte. En attendant, c'est le chaos sur tous les plans. Une seule certitude: la famine est vraiment là.»*

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.